

Le Golfe des solutions

Pourquoi faut-il favoriser les partenariats de transition énergétique avec le Golfe ?

Au-delà des postures moralisatrices souvent entendues en ce qui concerne les pays bordant le golfe Persique et producteurs d'hydrocarbures, la transition énergétique est engagée dans une proportion différente de celle des Etats occidentaux compte tenu de la grande capacité d'action de ces Etats. Il importe de penser comment établir des partenariats profitables dans le domaine de la transition énergétique afin de renforcer les efforts pour atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre attendus.

AXE PHARE "CLIMAT & TRANSITION ENERGETIQUE"

Par l'Axe Climat et Transition énergétique du Cercle Orion

Du 30 novembre au 10 décembre se tiendra à Dubaï (Emirats Arabes Unis) la COP28, c'est-à-dire la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) signée à Rio en 1992. Cette convention-cadre, issue des réflexions consécutives au rapport Brundtland de 1987, précurseur des politiques de développement durable à l'échelle internationale, établit trois axes selon lesquels les économies du monde doivent se structurer : le principe de précaution, le principe des responsabilités communes mais différenciées et le principe du droit au développement.

La COP28 se tient dans un contexte où les objectifs de l'accord de Paris sur le climat sont considérés comme difficiles à atteindre. Pourtant, à l'heure où un sommet mondial sur les enjeux de la transition énergétique et écologique se tiendra aux Emirats Arabes Unis, généreusement critiqués à ce titre, il importe de nuancer les lieux communs pour examiner comment les pays bordant le Golfe persique se sont engagés dans la décarbonation de leur économie et peuvent être un partenaire clé pour l'Europe dans la transition écologique si de nouvelles coopérations sont trouvées.

Diversification économique dans le Golfe

La cause première permettant aux pays du Golfe de s'engager dans la transition énergétique est la diversification de leur économie. Tandis que leur développement rapide jusqu'au tournant des années 1990 a été rendu possible par la prospérité tirée de leur position favorable sur le marché mondial du pétrole, de nouveaux secteurs d'activités se voient investis. Tandis que le secteur des hydrocarbures représentait l'immense majorité des revenus du Golfe, la transition vers l'économie de services se fait grâce à l'élaboration de stratégies nationales ambitieuses. A titre d'exemple, l'Arabie Saoudite a annoncé en 2021 une stratégie nationale d'investissement ¹ qui comprend des investissements ciblés vers les secteurs de la

santé, de l'éducation et de l'eau, compte tenu des contraintes locales en matière d'accès à l'eau potable et qui nécessitaient jusque-là des solutions très énergivores. Sur le premier semestre de 2021, la croissance des secteurs économiques excluant les hydrocarbures s'est établie à 5,4%. Dans le cadre de sa vision nationale pour 2030 ² promue depuis les années 2010 au cœur de son gouvernement, le Qatar se fixe également des objectifs précis en matière de stratégie écologique reprenant les préconisations des Nations unies.

Compte tenu du fait qu'il ne s'agit pas de pays américano-occidentaux, cette entrée dans de nouveaux secteurs apporte un regard différent qui doit être compris. La diversification des économies s'accompagne d'un mouvement de libéralisation encadré où les principales entreprises publiques, jusque-là exclusivement oléifères, sont introduites en bourse et où les investissements nationaux parfois massifs (notamment en ce qui concerne l'Arabie saoudite où les dépenses sociales sont considérées comme une priorité et où la moitié des dépenses sont affectées au fonctionnement de l'administration publique). Il est à noter que les investissements nouveaux sont financés en bonne partie par les fonds souverains mis en place respectivement par le Qatar (*Qatar Investment Authority*), l'Arabie saoudite (*Public Investment Fund*) et les Emirats Arabes Unis (*Abu Dhabi Investment Authority*). Cette structuration permet d'impulser une vision politique dans les modalités de la croissance de chaque Etat mentionné, que ce soit en termes d'investissements à l'étranger (investissements du Qatar dans le groupe français Lagardère par exemple) ou d'aide au développement de pays émergents. La promotion d'une vision stratégique nationale passe aussi par la diffusion de valeurs et d'une identité propre à chacun de ces Etats par l'influence culturelle, la promotion du tourisme et de l'authenticité dans la modernité.

Cette diversification économique permet de plus la création de nouveaux partenariats qui challengent l'ordre établi dans l'économie

¹ Programme Vision 2030, *Vision Realization Program - Vision 2030*

² Qatar National Vision 2030 - Government Communications Office (gco.gov.qa)

internationale entre l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon. En effet, compte tenu du développement économique désormais atteint par l'Asie, la demande en énergie et donc en partenariats a crû. Des compagnies japonaises et sud-coréennes ont investi dans les compagnies émiraties et se sont associées à elles.³ Cette dynamique permet de réduire la dépendance à la production de gaz et donc de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Contribution à la baisse des émissions de gaz à effet de serre

Cette disposition de l'économie des pays du Golfe rend possible un certain nombre d'avancées dans la décarbonation de la richesse produite, à commencer par l'énergie. L'Arabie saoudite a la possibilité à terme de produire 700 gigawatts d'énergies renouvelables si l'on ajoute aux 300 gigawatts photovoltaïques actuels un nouveau projet en cours d'élaboration. Les Emirats Arabes Unis investissent quant à eux dans les technologies générant peu de carbone et notamment dans la production d'hydrogène. Là encore, le Japon et la Corée du Sud sont les principales cibles de l'offre d'hydrogène émirati compte tenu de la détermination asiatique à poursuivre dans la voie du perfectionnement technologique dans la transition énergétique. Les Emirats déclarent à ce titre vouloir détenir 25% des parts de marchés mondiales dans le secteur de l'hydrogène. En effet, l'énergie issue de l'hydrogène se caractérise par un volume de matière trois fois moindre que le pétrole pour produire la même quantité d'énergie et la facilité à convertir cette énergie en électricité.

Une autre solution réside dans le captage et l'absorption du carbone. Cette technologie consiste à capter le gaz à effet de serre pour le piéger sous terre. Cela nécessite des usines reposant sur une technologie de pointe et de maîtriser les risques qui pourraient naître du stockage de matières gazeuses susceptibles de s'échapper. Cela nécessite aussi des investissements dans infrastructures qui peuvent être comparées au pétrole dans une certaine mesure : transport par des tankers sous haute pression, pipelines ... La décision de l'Arabie saoudite de piéger 44 millions de tonnes de carbone par an d'ici 2035 montre cependant que cette technologie est prisée par les décideurs soucieux de rentabiliser cette technologie pour accomplir des progrès rapides dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Il est donc nécessaire pour les pays occidentaux de s'associer à cette démarche. Le 15 décembre

2021, dans le cadre du Pacte européen pour le climat, la Commission européenne a adopté une communication (COM(2021) 800) qui recommande la vigilance quant à l'usage des sous-sols agricoles pour le stockage du carbone alors que cette solution réduit de manière incontestable la libération dans l'atmosphère de gaz à effet de serre produit par l'industrie. Tout en notant que cette solution favorise néanmoins la biodiversité dans des zones végétalisées ou boisées, elle préconise d'octroyer un financement public au titre de la politique agricole commune (PAC) et d'autres fonds de cohésion ainsi qu'au titre des aides d'Etat encadrées. En ce qui concerne le secteur privé, il pourra être recouru au financement du Fonds pour l'innovation dans le cadre de la stratégie européenne de qualité environnementale. La Commission européenne ouvre aussi la voie au développement concurrentiel du stockage du carbone tout en esquissant de nouvelles pistes pour établir des réglementations.

Sultan AL-JABER, le président de la COP28, qui se tiendra fin 2023 aux Emirats Arabes Unis, a déclaré souhaiter associer les efforts répondant aux objectifs internationaux de l'ONU et des accords de Paris sur le climat (dont l'objectif de demeurer sous les +1,5°C de réchauffement de l'atmosphère terrestre) avec les initiatives et financements privés qui stimulent l'innovation. Cela va de pair avec la révision plus stricte, annoncée en juillet 2023, de ses objectifs climatiques par l'*Abu Dhabi National Oil Company* (ADNOC). La compagnie émiratie a ainsi décidé de viser l'équilibre carbone (*net zero*) pour 2045 au lieu de 2050. L'équilibre carbone désigne l'état où les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sont égales à la quantité de dioxyde de carbone retournant dans son cycle naturel pour être résorbé par les océans et les forêts. L'objectif de zéro émission de méthane pour 2030 a également été annoncé. Cela signifie que les Emirats Arabes Unis ont la volonté d'agir de manière encore plus déterminée contre le changement climatique à l'approche de l'échéance cruciale de la COP28.

Un cadre propice aux investissements

Trois éléments guident la propension à investir dans un secteur d'avenir à fort bénéfice collectif : la volonté politique de favoriser la prospérité de ce secteur, la stabilité et l'opportunité de créer des débouchés profitables.

Les Emirats Arabes Unis, organisateurs de la COP28, ont démontré leur engagement pour

³ J.-L. SAMAAN, *Strategic Hedging in the Arabian Peninsula : The Politics of the Gulf-Asian Approchement*, RUSI, 2018/

développer les solutions de la transition énergétique. De plus, leur secteur bancaire est particulièrement solide et leurs finances résilientes.

En ce qui concerne le Qatar, la force de l'économie portée par l'exploitation des hydrocarbures permet à cet Etat de dégager un excédent de plus de 10% du PIB ce qui le met hors de portée de tout incident macroéconomique. Cela lui permet aussi de nouer avec succès des partenariats dynamiques en faveur de sa notoriété, avec l'organisation de grands événements internationaux. De nombreuses infrastructures de transport, d'hébergement et de mise en relation d'affaires ont été ainsi mises en place.

En 2022, l'économie de l'Arabie saoudite a connu une croissance stimulante d'environ 8%. Les gains ainsi réalisés ne se traduisent pas par une inflation et le secteur financier jouit d'une stabilité exceptionnelle. Les finances publiques sont au beau fixe et l'Etat saoudien a clôturé l'année en excédent. Cela répond à l'objectif de stabilité fixé dans la stratégie Vision 2030 qui vise à faire du pays un point incontournable des grandes opportunités économiques du XXIème siècle. Les programmes de financement par le fonds souverain et les partenariats public-privé permettent d'investir en toute confiance dans le secteur de la transition énergétique.

De plus, le développement des villes nouvelles, c'est-à-dire de pôles d'activités et de services bâtis par les Etats du Golfe comme pointe avancée interne de leur capacité de rayonnement économique, permettent de concentrer les innovations technologiques et les sources d'inspiration pour la société bas carbone. Le projet Green Riyadh développé par l'Arabie saoudite permettra à titre d'exemple de porter la surface végétale à 28 mètres carrés par personne soit une surface multipliée par 16, ce qui est permis par la plantation de 7,5 millions d'arbres. Mise en route au tournant des années 2010, la ville nouvelle de Masdar (Emirats Arabes Unis) permet quant à elle de se représenter la réalité d'un espace urbain adapté aux défis du changement climatique, grâce au recours aux moyens de mobilité dites douces, des solutions innovantes de recyclage des déchets et des systèmes d'approvisionnement en eau respectueux de l'équilibre précaire dans un espace désertique.

On peut enfin mentionner la ville nouvelle de Neom, laquelle permettra de montrer qu'il est possible d'alimenter une ville ouverte sur le monde avec des énergies renouvelables exclusivement. ■

Nos recommandations

pour un codéveloppement des solutions de la transition écologique et énergétique avec les pays du Golfe

Accompagner le développement de la captation et du stockage du carbone

En développant des partenariats ou en incitant à la création de consortiums euro-arabes dans ce domaine avec les entreprises et les fonds souverains du Golfe

Promouvoir la liberté d'usage des solutions de captation et de stockage de carbone

Afin de limiter l'impact négatif d'une future réglementation européenne trop contraignante qui entraverait la conclusion de partenariats côté européen et laisserait donc le champ libre aux compétiteurs